

XVIII^e siècle que David Hume disait que tous les gouvernements dépendent à la fin du compte de l'opinion publique. Le gouvernement actuel le sait, et c'est pour cela qu'il se sert tellement de propagande et qu'il accélère sa campagne de publicité.

Je rappelle aux députés qu'au début du siècle, les pays d'Europe centrale, surtout les États allemands, étaient dirigés par des gouvernements hautement interventionnistes et socialistes. Ces gouvernements étaient formés d'élitistes qui croyaient que leur niveau d'instruction et leur intelligence leur permettaient de prendre de meilleures décisions qu'un groupe de gens dans toutes les sphères d'activité travaillant selon la règle du droit et en fonction des principes de l'offre et de la demande, qui constituent la loi naturelle du marché. C'est à cause de l'intervention du gouvernement que les peuples de ces pays ont perdu leur liberté et c'est cela qui a mené aux dictatures fascistes des années 30.

Il faut avoir vécu sous un tel régime pour savoir ce que c'est. Je suis né en 1921, non en 1948, et sous le régime nazi en Allemagne, le troisième plus puissant était un homme appelé Goebbels, qui était ministre de la propagande. C'était lui qui était chargé de mener la propagande gouvernementale pour que le peuple continue à ignorer tout de la situation et de ses conséquences tragiques. C'est pour cela que j'ai pris la parole dans ce débat, monsieur l'Orateur; c'est ce qui commence à se passer au Canada parce que nous permettons au gouvernement d'accélérer sa campagne de propagande sous un régime qui n'est qu'une démocratie dirigée.

• (1710)

Quand on constate que, 37 ans plus tard, la même chose se produit chez nous, c'est très dur à avaler. Je vous rappelle, monsieur l'Orateur, que Robert Hutchins, éducateur des États-Unis, a dit: «La démocratie ne sera pas assassinée dans une embuscade. Elle va mourir lentement d'indifférence et de malnutrition.»

L'interventionnisme du gouvernement me fait peur. Nous n'avons plus l'économie mixte que le gouvernement et le secteur privé se partageaient équitablement. Le secteur public dispose de trop de privilèges et de pouvoirs, il est trop souvent exempté des lois canadiennes et surtout des lois sur la publicité, car ses divers organismes ont certaines garanties. Ils n'ont pas à gagner les capitaux dont ils ont besoin. Il leur suffit de piller le Fonds du revenu consolidé.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Je lui ai effectivement accordé les deux minutes qui lui ont été soustraites.

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Monsieur l'Orateur, il s'agit d'un débat très important. Afin que nous puissions discuter de la question de façon beaucoup plus rationnelle et beaucoup plus saine que l'opposition ne l'a fait jusqu'ici, je voudrais préciser à quoi rime cette campagne publicitaire. Je veux surtout parler du Centre d'information sur l'unité canadienne.

Ce centre remplit trois objectifs. Il s'agit d'abord de faire connaître aux Canadiens les services offerts par le gouvernement fédéral. Par gouvernement, nous ne voulons pas parler du

parti libéral. Il s'agit des questions sur lesquelles la Chambre s'est penchée, des choses que les Canadiens de toutes les provinces et de tous les partis politiques ont le droit d'apprendre de leur gouvernement. Je veux parler des programmes auxquels nous avons consacré beaucoup de temps.

Deuxièmement, il s'agit de mieux faire connaître leur pays aux Canadiens; de mieux leur faire connaître le Nord, sa population, ses ressources, notre potentiel et le grand avenir que nous pouvons avoir.

Le troisième but du Centre d'information sur l'unité canadienne est d'expliquer aux Canadiens les principes de notre fédéralisme, de notre régime politique...

M. Blenkarn: Et de faire la réclame du parti libéral.

M. Peterson: ... notre héritage politique et le rôle joué par les divers paliers de gouvernement dans notre pays. En suivant le débat d'aujourd'hui, j'ai plus que jamais la conviction que ces renseignements doivent être offerts à tous les Canadiens, mais il y aurait lieu tout d'abord de commencer avec l'opposition.

Le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie) a dit, je m'en souviens, que dans sa circonscription certains pensaient que la feuille d'érable était l'emblème du parti libéral du Canada. Quelle honte que les Canadiens ne connaissent pas mieux leur pays! C'est à mourir de honte. Cela fait voir la nécessité d'instruire chaque Canadien, de faire connaître les emblèmes essentiels du pays et ce qu'ils représentent. Après avoir entendu l'opposition, je suis plus convaincu du travail à accomplir.

Je voudrais dire quelques mots des arguments apportés par le député de Wellington-Dufferin-Simcoe (M. Beatty), qui a ouvert le feu pour le parti conservateur en se drapant du manteau de la vertu. Il a oublié de nous rappeler que lorsqu'il était chargé de la publicité au gouvernement Clark, son gouvernement a appliqué le même programme.

En fait, nous avons relevé sur certains points nos besoins publicitaires, depuis deux ans que nous avons été élus. Je ne m'en excuse pas, monsieur l'Orateur. Dans l'intervalle, nous avons eu au Québec une campagne référendaire qui visait à faire éclater le pays. Je n'éprouve aucun besoin de m'excuser de ce que, sous le présent gouvernement, notre premier ministre (M. Trudeau) et notre ministre de la Justice (M. Chrétien) sont allés combattre le séparatisme dans la province de Québec.

Le député de Wellington-Dufferin-Simcoe dit que nous dépensons plus en publicité que la plus grosse société privée du Canada. C'est exact. Il a cependant fait dire aux chiffres ce qu'il voulait. Il n'a pas indiqué quel pourcentage des dépenses allait à la publicité. Or, le budget publicitaire du gouvernement ne constitue qu'une infime partie de ses dépenses, contrairement à celui de la société General Foods. Je prétends que, dans certains domaines, nous devons accomplir une tâche colossale pour montrer aux Canadiens l'avenir possible du pays. Si le député choisit d'utiliser des chiffres, qu'il se serve de ceux qui donnent une image fidèle de la réalité plutôt que ceux qui servent son sectarisme politique, car c'est l'avenir de notre pays qui est en jeu.